



Cellule d'analyse européenne

Pacte sur l'asile et la migration 2020

COM(2020)609 à 614, SWD(2020)207 et C(2020)6467 à 6470

Résumé: Le nouveau paquet global sur l'asile et la migration de la Commission européenne vise, d'une part, à faire avancer les propositions pendantes de la Commission précédente et, d'autre part, à compléter le « puzzle » par de nouveaux éléments en matière de solidarité, de gestion des frontières et de partenariats avec des pays tiers.

Contexte

Entre 2016 et 2018, la Commission européenne a réalisé des réformes en matière d'asile et de retour à la suite de la crise migratoire de 2015. Le paquet sur l'asile et la migration 2020 s'appuie sur les accords politiques déjà conclus précédemment entre la Commission, le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen.

Les propositions pendantes de la Commission 2014-2019 en matière de migration sont la directive relative aux normes d'asile, la directive relative aux conditions d'accueil, le règlement relatif à l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, le cadre de l'Union pour la réinstallation et la directive retour¹.

Contenu

En résumé, les lignes de force de ces documents sont les suivantes :

La communication COM(2020)609 donne un aperçu global de l'approche intégrale qui est traduite dans le nouveau pacte sur l'asile et la migration et grâce à laquelle la Commission souhaite rendre équitable, efficace et durable la gestion des migrations en Europe.

La Commission retire sa proposition de 2016 modifiant le règlement de Dublin III² et la remplace par un nouvel instrument qui doit établir un cadre commun pour la **gestion de l'asile et de la migration**, fondé sur les principes de solidarité et de partage équitable des responsabilités. Cette solidarité obligatoire peut prendre la forme : a) d'une relocalisation (par exemple, en cas de pression migratoire, après une opération de sauvetage ou dans d'autres situations de crise), b) d'une prise en charge des retours, impliquant qu'un État membre soutient financièrement et pratiquement (« sponsorise ») un autre État membre lors du retour de migrants ou c) d'autres mesures, par exemple d'une aide financière ou de contributions aux mesures de renforcement des capacités des autres États membres dans le domaine de l'asile, de l'accueil et du retour. En outre, le statut de résident de longue durée serait accordé après trois ans de résidence légale ininterrompue dans cet État membre au lieu de cinq. De plus, la définition des membres de la famille serait élargie de manière à inclure les frères et sœurs ainsi que les familles constituées dans les pays de transit, afin que les relocalisations se déroulent dans des conditions moins irrégulières. Enfin, le pacte doit également renforcer la

¹ Voir notre fiche d'analyse et de synthèse à ce sujet.

² COM(2016)270.

coopération avec les pays tiers au travers de partenariats en matière de migration afin de faciliter le retour et la réadmission. Dans le cadre de ces partenariats avec des pays tiers, l'Union européenne doit assurer un équilibre entre ses objectifs en matière de gestion des migrations et d'autres questions d'intérêt mutuel, dans le cadre d'une approche taillée sur mesure. [COM(2020)610]

L'objectif poursuivi par la Commission est de pouvoir distinguer les différentes catégories de migrants dans un délai de cinq jours afin que la procédure appropriée puisse être lancée. La première phase de cette procédure d'asile est le **filtrage** préalable à l'entrée, qui devrait être applicable à tous les ressortissants de pays tiers qui se présentent aux frontières extérieures sans remplir les conditions d'entrée, ou après un débarquement faisant suite à une opération de recherche et de sauvetage. Ce filtrage comprend l'identification de l'intéressé, des contrôles de santé et de sécurité, le relevé des empreintes digitales et l'enregistrement dans la banque de données Eurodac. [COM(2020)612]

La deuxième phase est dénommée « **procédure d'asile à la frontière** ». La Commission souhaite à cet égard apporter des modifications et des compléments ciblés à sa proposition de 2016³. Il est prévu d'examiner désormais dans le cadre de la procédure à la frontière si les personnes qui demandent l'asile a) sont ressortissantes de pays présentant un faible taux de reconnaissance en termes de protection internationale, b) ont introduit une demande frauduleuse ou irrégulière c) ou constituent une menace pour la sécurité nationale. La procédure d'asile ordinaire sera appliquée aux autres demandeurs. En principe, les mineurs non accompagnés et les enfants de moins de douze ans et les membres des familles de ces enfants sont dispensés de la procédure à la frontière. Le délai de traitement des demandes introduites dans le cadre de la procédure d'asile à la frontière ne peut pas excéder douze semaines, ce délai incluant une possibilité unique de recours. La durée de la procédure de retour à la frontière des ressortissants de pays tiers et des apatrides dont la demande a été rejetée est également limitée à douze semaines. Durant ce délai, ces personnes sont retenues à des endroits situés à la frontière extérieure ou à proximité de celle-ci ou dans des zones de transit. La rétenion peut être utilisée pour une durée maximum identique dans certains cas (lorsqu'il y a un risque de fuite ou si l'intéressé constitue un danger pour l'ordre ou la sécurité publics, par exemple) [COM(2020)611]

La création d'un nouvel instrument devrait permettre de prendre les mesures temporaires et exceptionnelles qui s'imposent **en cas de crise ou de force majeure**. Dans ce cas, les dispositions dérogent aux dispositions en matière de solidarité contenues dans les propositions de règlement relatives à la gestion de l'asile et de la migration et aux procédures d'asile à la frontière et de retour à la frontière. Il faudrait par exemple accorder une protection immédiate aux personnes qui fuient la violence aveugle dans des situations de guerre et étendre la relocalisation obligatoire à tous ceux qui réclament une protection et à tous les migrants en situation irrégulière. Les États membres qui sont sous pression ne sont pas soumis à l'obligation de contribuer à la relocalisation ou à la prise en charge des retours. Les États membres peuvent présenter un plan d'action en matière de solidarité de crise dans un délai d'une semaine à compter de la finalisation de l'évaluation visant à déterminer l'existence d'une situation de crise dans l'État membre concerné et après convocation du forum de solidarité par la Commission. [COM(2020)613]

³ COM(2016)467.

La proposition de la Commission de 2016⁴ élargirait le champ d'application d'Eurodac. Une mise à niveau technique d'Eurodac doit à présent aider à suivre les mouvements non autorisés vers d'autres États membres, à faciliter la relocalisation, à lutter contre la migration irrégulière et à améliorer le contrôle des personnes faisant l'objet d'une mesure de retour. Les mesures de soutien au départ volontaire et à la réintégration pourront ainsi également être mieux contrôlées. Une autre nouveauté est que la comptabilisation portera sur les demandeurs individuels et non sur les demandes. La nouvelle banque de données Eurodac doit pouvoir interagir pleinement avec les banques de données de la gestion des frontières.⁵ [COM(2020)614]

Au travers de sa **recommandation** sur la promotion de la **réinstallation**⁶ et de l'admission humanitaire, la Commission souhaite formaliser la réglementation *ad hoc* déjà mise en œuvre par les États membres pour quelque 29 500 places de réinstallation afin qu'elle couvre une période de deux ans (2020-2021). Compte tenu de la pandémie de COVID-19, il ne sera toutefois pas possible de respecter tous les engagements en matière de réinstallation en 2020. La Commission œuvre en outre, au travers de ce document, à la mise en place ou à l'utilisation plus large de modèles d'admission humanitaire et d'autres voies complémentaires. [C(2020)6467]

En outre, la Commission a formulé une **recommandation** relative à la **coopération** entre les États membres dans le cadre des **opérations de sauvetage** effectuées par des bateaux détenus ou exploités par des entités privées. Cette recommandation vise à réduire le nombre de décès en mer, à préserver la sécurité de la navigation et à garantir une gestion efficace de la migration. Cette coopération devrait être assurée par un groupe d'experts en matière de recherche et de sauvetage qu'il appartiendra à la Commission de créer. [C(2020)6468]

La **recommandation** de la Commission appelée « **plan de préparation et de gestion de crise en matière de migration** » doit « *faciliter le passage d'un mode réactif à un mode fondé sur la préparation et l'anticipation* ». Ce plan implique une anticipation et un suivi continus des capacités des États membres, et fournit un cadre permettant de renforcer la résilience et d'organiser une réaction coordonnée aux crises. À la demande d'un État membre, un soutien opérationnel serait déployé, tant par les agences de l'UE que par d'autres États membres, selon l'approche des centres et zones de crise. [C(2020)6469]

Dans une autre **Recommandation**, la Commission fournit des **orientations** pour la définition et la prévention de l'**aide** à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (trafic de migrants). [C(2020)6470, publié au Journal de l'Union européenne le 1^{er} octobre 2020 sous la référence 2020/C 323/01].

Enfin, l'objectif du **document de travail de la Commission** SWD(2020)207 est de fournir une analyse des données et des expériences dont disposent les services de la Commission et qui constituent les fondements des initiatives législatives précitées.

Commissions de la Chambre compétentes pour l'ensemble du paquet

- commission de l'Intérieur ;
- comité d'avis pour les questions européennes (à titre informatif).

⁴ COM(2016)272.

⁵ Bron: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/nl/qanda_20_1723

⁶ Il s'agit de réinstallations de réfugié(e)s de l'extérieur vers l'intérieur de l'UE.

Pour plus d'informations

Vous pouvez consulter les documents et leurs annexes en cliquant sur les liens suivants :

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200609.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200610.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200611.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200612.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200613.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200614.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/SWD20200207.do?appLng=FR>
<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2020/FR/C-2020-6467-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2020/FR/C-2020-6467-F1-FR-ANNEX-1-PART-1.PDF>
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/recommandation_de_la_commission_relative_a_la_cooperation_entre_les_etats_membres_en_ce_qui_concerne_les_operations_effectuees_par_des_bateaux_detenus_ou_e.pdf - C(2020)6468
<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2020/FR/C-2020-6469-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2020/FR/C-2020-6469-F1-FR-ANNEX-1-PART-1.PDF>
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:C:2020:323:FULL&from=EN> - C(2020)6470

Termes Eurovoc

COM(2020)609	<i>intégration des migrants lutte contre la criminalité migration de retour migration illégale coopération européenne droit d'asile frontière extérieure de l'UE trafic de personnes politique migratoire de l'UE demandeur d'asile</i>
COM(2020)610	<i>contrôle des migrations migration de retour courant migratoire aide aux réfugiés droit d'asile politique migratoire de l'UE réinstallation de personnes recherche et sauvetage demandeur d'asile</i>
COM(2020)611	<i>migration illégale apatride pays tiers réfugié aide aux réfugiés ressortissant d'un pays tiers droit d'asile politique migratoire de l'UE demandeur d'asile</i>
COM(2020)612	<i>ressortissant d'un pays tiers contrôle à la frontière frontière extérieure de l'UE système d'information Schengen biométrie</i>
COM(2020)613	<i>contrôle des migrations migration de retour apatride courant migratoire ressortissant d'un pays tiers droit d'asile politique migratoire de l'UE</i>

COM(2020)614	<i>migration illégale apatride ressortissant d'un pays tiers système d'information droit d'asile Europol frontière extérieure de l'UE collecte de données politique migratoire de l'UE biométrie</i>
--------------	--

Délais de subsidiarité pour les propositions législatives :

COM(2020)610	19 janvier 2021
COM(2020)611	19 janvier 2021
COM(2020)612	20 janvier 2021
COM(2020)613	11 janvier 2021
COM(2020)614	21 janvier 2021

Rédaction: Katrien Joos, conseillère – tél. 02 549 81 64 – 23 novembre 2020 – katrien.joos@dekamer.be



Europese Analysecel

Asiel- en migratiepact 2020

COM(2020)609 à 614, SWD(2020)207 en C(2020)6467 à 6470

Samenvatting: Het nieuwe en omvattende asiel- en migratiepakket van de Europese Commissie wil enerzijds een doorbraak forceren in de nog hangende voorstellen van de vorige Commissie en anderzijds de ‘puzzel’ vervolledigen met nieuwe elementen op het vlak van solidariteit, grensbeheer en partnerschappen met derde landen.

Achtergrond

Tussen 2016 en 2018 voerde de Europese Commissie naar aanleiding van de migratiecrisis van 2015 hervormingen door op het gebied van asiel en terugkeer. Het asiel- en migratiepakket 2020 bouwt voort op de politieke akkoorden die eerder al tussen Commissie, Raad van de Europese Unie en Europees Parlement werden bereikt.

De nog hangende migratievoorstellen van de Commissie 2014-2019 zijn de richtlijn asielnormen, de richtlijn opvangvoorzieningen, de verordening inzake het Asielagentschap van de EU, het Uniekader voor hervestiging en de terugkeerrichtlijn¹.

Inhoud

Samengevat bevatten de documenten de volgende krachtlijnen:

De mededeling COM(2020)609 kan gelden als overzicht van de integrale aanpak die in het nieuwe migratie- en asielpact tot uiting komt en waarmee de Commissie het migratiebeheer in Europa billijk, efficiënt en duurzaam wenst te maken.

De Commissie trekt haar voorstel uit 2016 tot wijziging van de Dublin III-verordening² in en vervangt het door een nieuw instrument dat een gemeenschappelijk kader moet bieden inzake **asiel- en migratiebeheer**, gebaseerd op het beginsel van solidariteit en billijke verdeling van de verantwoordelijkheid. Die verplichte solidariteit kan bestaan uit: of a) herplaatsing (bv. bij migratiedruk, na een reddingsoperatie of in andere crisissituaties) of b) terugkeersponsoring, waarbij een lidstaat een andere lidstaat financieel en praktisch ondersteunt (“sponsort”) bij de terugkeer van migranten of c) andere maatregelen, zoals bv. financiële steun of bijdragen aan maatregelen ter versterking van de asiel, opvang en terugkeercapaciteit van de lidstaten. Voorts zou de status van langdurig ingezetene worden toegekend na drie jaar legaal en ononderbroken verblijf in die lidstaat in plaats van na vijf. Bovendien zou de definitie van familieleden worden uitgebreid met broers en zussen en gezinnen die in de transitlanden zijn gevormd, zodat herplaatsingen minder onregelmatig

¹ Zie onze synthese- en analysefiches daarover.

² COM(2016)270.

verlopen. Het pact, ten slotte, moet via migratiepartnerschappen de samenwerking met derde landen versterken om de terugkeer en overname te vergemakkelijken. In deze partnerschappen met derde landen moet de EU haar doelstellingen op het gebied van migratiebeheer in evenwicht brengen met andere aspecten van wederzijds belang, in een op maat gesneden aanpak. [COM(2020)610]

De Commissie streeft ernaar de verschillende categorieën migranten binnen de 5 dagen van elkaar te onderscheiden, zodat de gepaste procedure in werking kan treden. Een eerste fase van deze asielprocedure betreft een **screening** vóór binnenkomst, aan de buitengrenzen, voor alle onderdanen van derde landen die zich aan de buitengrens bevinden zonder aan de voorwaarden voor toegang tot het grondgebied te voldoen of na ontschepping volgend op een opsporings- en reddingsoperatie. Deze screening omvat identificatie, gezondheids- en veiligheidscontroles, het afnemen van vingerafdrukken en registratie in de Eurodac-databank. [COM(2020)612]

De tweede fase in die procedure wordt **asielgrensprocedure** genoemd. In dat verband stelt de Commissie een gerichte wijziging en aanvulling van haar voorstel uit 2016³ voor. Een persoon die asiel aanvraagt in het kader van een zogenoemde grensprocedure zou voortaan worden onderzocht als hij a) onderdaan is van landen met lage erkenningspercentages voor internationale bescherming, b) zijn aanvraag frauduleus of onrechtmatig is of c) hij een bedreiging vormt voor de nationale veiligheid. Voor anderen zou de gewone asielprocedure gelden. Niet-begeleide kinderen en kinderen jonger dan twaalf jaar en hun gezinsleden worden in principe vrijgesteld van de grensprocedure. De termijn voor de behandeling van aanvragen in het kader van de asielgrensprocedure mag niet langer zijn dan 12 weken, met inbegrip van één enkel beroep. De duur van de terugkeergrensprocedure voor derdelanders en staatlozen van wie het verzoek is afgewezen is ook beperkt tot 12 weken. Gedurende die tijd worden zij op locaties aan of in de buurt van de buitengrens of in transitzones gehouden. Er kan worden overgegaan tot bewaring, met dezelfde maximumduur, in welbepaalde gevallen; bv. risico op onderduiken of gevaar voor de openbare orde of veiligheid. [COM(2020)611]

Een nieuw instrument moet het mogelijk maken in het geval van een **crisis of situatie van overmacht** de nodige tijdelijke en buitengewone maatregelen te treffen. In die gevallen wijken de bepalingen af van de solidariteitsbepalingen uit de verordeningenvoorstellen inzake asiel- en migratiebeheer, asielgrens- en terugkeerprocedure. Zo zou bv. onmiddellijke bescherming moeten worden verleend aan wie willekeurig geweld in oorlogssituaties ontvlucht en wordt de verplichte herplaatsing naar alle verzoekers om bescherming en alle irreguliere migranten uitgebreid. Lidstaten die onder druk staan zijn uitgesloten van de verplichting om bij te dragen aan herplaatsing of om terugkeersponsoring te verlenen. Lidstaten kunnen een solidariteitsresponsplan indienen binnen een week nadat is beoordeeld of er in de betrokken lidstaat sprake is van een crisissituatie en na de bijeenroeping van het Crisissolidariteitsforum door de Commissie. [COM(2020)613]

Het Commissievoorstel uit 2016⁴ zou het toepassingsgebied van **Eurodac** uitbreiden. Een upgrade van Eurodac moet nu helpen om niet-toegestane verplaatsingen naar andere lidstaten te volgen, herplaatsing te vergemakkelijken, irreguliere migratie aan te pakken en het toezicht op terugkeerders te verbeteren. Ook zullen zo de maatregelen ter ondersteuning van vrijwillig vertrek en re-integratie beter in het oog kunnen worden gehouden. Nieuw is ook dat afzonderlijke verzoekers worden geteld

³ COM(2016)467.

⁴ COM(2016)272.

in plaats van verzoeken. Het nieuwe Eurodac moet volledig interoperabel zijn met de databanken voor grensbeheer.⁵ [COM(2020)614]

Met haar **Aanbeveling** inzake de bevordering van **hervestiging**⁶ en toelatingen op humanitaire gronden wil de Commissie de ad-hocregeling voor ongeveer 29 500 hervestigingsplaatsen die reeds door de lidstaten wordt uitgevoerd, formaliseren, en die een periode van twee jaar, 2020-2021, te doen bestrijken. Als gevolg van de COVID-19-pandemie zal het echter niet mogelijk zijn alle hervestigingstoezeggingen in 2020 na te komen. Voorts ijvert de Commissie in dit document voor de invoering of ruimere benutting van modellen voor toelating op humanitaire gronden en andere aanvullende trajecten. [C(2020)6467]

De Commissie komt daarnaast ook met een **Aanbeveling** over **samenwerking** tussen lidstaten in het kader van **reddingsactiviteiten**, uitgevoerd door vaartuigen in eigendom van of geëxploiteerd worden door particuliere entiteiten. Doel: het terugdringen van het aantal dodelijke slachtoffers op zee, het handhaven van de veiligheid van de scheepvaart en het waarborgen van een effectief migratiebeheer. Deze samenwerking zou moeten verlopen via een door de Commissie op te richten deskundigengroep inzake opsporing en redding. [C(2020)6468]

De **Aanbeveling** van de Commissie genaamd **blauwdruk paraatheid en crisisbeheer in verband met migratie** moet helpen “een reactieve modus te verruilen voor een benadering die gebaseerd is op paraatheid en anticipatie”. De blauwdruk houdt in dat voortdurend zal worden geanticipeerd en dat de capaciteit van de lidstaten constant zal worden gemonitord; daarnaast biedt de blauwdruk een kader voor het versterken van de veerkracht en het organiseren van een gecoördineerde crisisrespons. Op verzoek van een lidstaat zou operationele steun worden verleend, zowel door EU-agentschappen als door andere lidstaten. Die zou voortbouwen op de hotspot-aanpak. [C(2020)6469]

De Commissie verstrekt in een volgende **Aanbeveling richtsnoeren** voor de omschrijving en bestrijding van **hulpverlening** bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf (migrantensmokkel). [C(2020)6470, verschenen in het Publicatieblad van de EU van 1 oktober 2020 als 2020/C 323/01]

Het doel van het **Commissiewerkdocument** SWD(2020)207, ten slotte, is een analyse te verstrekken van de gegevens en ervaringen waarover de diensten van de Commissie beschikken en die ten grondslag liggen aan de bovengenoemde wetgevingsinitiatieven.

Bevoegde Kamercommissies voor het hele pakket

- commissie voor de Binnenlandse Zaken;
- adviescomité voor Europese Aangelegenheden (ter info).

Voor meer informatie

⁵ Bron: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/nl/qanda_20_1723.

⁶ Bedoeld wordt hervestiging van vluchtelingen van buiten de EU naar de EU.

U kunt de documenten en hun bijlagen hier raadplegen:

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200609.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200610.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200611.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200612.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200613.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200614.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/SWD20200207.do?appLng=NL>
<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2020/NL/C-2020-6467-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2020/NL/C-2020-6467-F1-NL-ANNEX-1-PART-1.PDF>
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/commission-recommendation-cooperation-operations-vessels-private-entities_en_0.pdf - C(2020)6468
<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2020/NL/C-2020-6469-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF> -
<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2020/NL/C-2020-6469-F1-NL-ANNEX-1-PART-1.PDF>
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/PDF/?uri=OJ:C:2020:323:FULL&from=EN> -
C(2020)6470

Eurovoc-termen

COM(2020)609	integratie van migranten misdaadbestrijding remigratie illegale migratie Europese samenwerking asielrecht buitengrens van de EU mensenhandel migratiebeleid van de EU asielzoeker
COM(2020)610	controle van de migraties remigratie migratiestroom vluchtelingen hulp asielrecht migratiebeleid van de EU hervestiging van personen opsporing en redding asielzoeker
COM(2020)611	illegale migratie staatloze derde land vluchteling vluchtelingen hulp buitenlandse staatsburger asielrecht migratiebeleid van de EU asielzoeker
COM(2020)612	buitenlandse staatsburger grenscontrole buitengrens van de EU Schengen-informatiesysteem biometrie
COM(2020)613	controle van de migraties remigratie staatloze migratiestroom buitenlandse staatsburger asielrecht migratiebeleid van de EU
COM(2020)614	illegale migratie staatloze buitenlandse staatsburger informatiesysteem asielrecht Europol buitengrens van de EU verzamelen van gegevens migratiebeleid van de EU biometrie

Subsidiariteitstermijnen voor de wetgevingsvoorstellen:

COM(2020)610	19 januari 2021
COM(2020)611	19 januari 2021
COM(2020)612	20 januari 2021
COM(2020)613	11 januari 2021
COM(2020)614	21 januari 2021

Redactie: Katrien Joos, adviseur – tel. 02 549 81 64 – 23 november 2020 – katrien.joos@dekamer.be